

Mali : Les autorités militaires doivent mettre un terme aux arrestations arbitraires et enquêter sur l'homicide illégal de quatre personnes

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 21 AOUT 2020

671

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali

Le CS/M5-RFP reste vigilant et mobilisé



Chute de son régime : IBK, seul responsable de la situation



IBK : pour Moutaga Tall c'est une démission et non un coup d'Etat



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Mali : Le CS/M5-RFP reste vigilant et mobilisé	P.4
Brèves	Transition : Comment le CNSP compte s'y prendre IBK dans sa lettre de démission : "Je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires"	P.13
	Notabilités traditionnelles du nord à Bamako : «Usurpation de titre ou course au pouvoir ?» s'interroge Asilakane Ag Mossayad	P.13
	IBK jette l'éponge / on ne lui aura pas laissé le choix : Kati honore IBK en 2012 pour le déshonorer sept ans plus tard. Quelle funeste fin !	P.14
	Mali-Calme à Bamako : Le colonel Goita se proclame chef de la junte	P.15
	Très discret tout au long de la mutinerie ayant conduit à l'arrestation d'IBK : Le nouvel homme fort, Colonel Assimi Goita se découvre	P.15
Actualité	Mali : Les autorités militaires doivent mettre un terme aux arrestations arbitraires et enquêter sur l'homicide illégal de quatre personnes	P.17
	Micro-trottoir : Les Bamakois se prononcent sur la démission d'IBK	P.18
Politique	Putsch au Mali : « Il y avait une usure du pouvoir » selon l'ex-ambassadeur Nicolas Normand	P.19
	IBK : pour Mountaga Tall c'est une démission et non un coup d'Etat	P.22
	Chute de son régime : IBK, seul responsable de la situation	P.24
Culture & société	Marché : Vers une pénurie de gaz butane	P.26
International	Côte d'Ivoire : La militante de la société civile Pulchérie Gbalet placée en détention	P.27
	Recensement des sénégalais de la Diaspora : Moïse Sarr s'en félicite et salue une décision « historique »	P.27
Sport	Mali : Adama Traoré convoqué avec l'Espagne, fin du feuilleton...	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mali : Le CS/M5-RFP reste vigilant et mobilisé

La démission du Président Ibrahim Bou-bacar Keïta (IBK), celle du Gouvernement du Mali et la dissolution de l'Assemblée nationale obtenues par le Comité National pour le Salut du peuple (CNSP) viennent conclure la vaste mobilisation des Maliens autour du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) pour le départ du Président de la République et de son régime. Si l'on ne peut nier l'apport déterminant des militaires dans la chute d'IBK, il n'en demeure pas moins vrai que le travail de sape avait été accompli par toutes ces centaines de

milliers de Maliens qui ont bravé les balles des forces de l'ordre pour aboutir aux événements du 18 août 2020 qui sera désormais une date mémorable pour le Peuple du Mali. Le CS/M5-RFP, tout en se félicitant de la démission d'IBK et de son régime conformément à son mot d'ordre de lutte, constate la prise du pouvoir par l'Armée malienne mais entend rester vigilant. C'est ainsi qu'il vient de publier une Déclaration qui « prend acte » de la nouvelle situation politique créée mais n'entend pas se faire voler la victoire. Il n'aura fallu que 24 heures au CS/M5-RFP

pour prendre la mesure des événements qui se sont produits le mardi, 18 août 2020, et tôt le mercredi 19, et réagir en conséquence. C'est une Déclaration publiée ce mercredi qui vient officiellement exprimer la position du mouvement sur la démission d'IBK et de son régime et la prise du pouvoir par un groupe d'officiers supérieurs réunis au sein du Comité National pour le Salut du peuple (CNSP). Dès les premières lignes de ladite Déclaration, le CS/M5RFP manifeste sa satisfaction en écrivant que « Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) se félicite de la démission de M. Ibrahim Bou-bacar Keïta des fonctions de Président de la République, de la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement intervenues le mardi 18 août 2020 ». Si le CS/M5-RFP reconnaît le rôle joué par le CNSP dans la chute d'IBK, il précise toutefois qu'il « a parachevé la lutte du Peuple malien pour obtenir la démission de M. Ibrahim Bou-bacar Keïta et de

son régime ».

Pour le CS/M5-RFP le mérite du départ d'IBK et de son régime revient au Peuple malien dont il salue l'engagement et le sacrifice. « Le M5-RFP salue l'engagement héroïque du Peuple du Mali de l'intérieur et de la Diaspora, de toutes les forces sociales et politiques ainsi que des Femmes, des Jeunes et de notre Autorité morale l'Imam Mahmoud Dicko qui, en dépit des agressions, tueries et condamnations judiciaires expéditives, ont enclenché ce combat patriotique pour sauver notre Nation de l'emprise du régime sanguinaire, incompetent et corrompu de M. Ibrahim Boubacar Keita, dont le système de prédation, l'entêtement et le déni de la gravité de la crise menaçaient dangereusement l'existence du Mali en tant qu'Etat, Nation, Démocratie et République laïque », peut-on lire dans la Déclaration. Il s'agit d'un message à l'endroit du CNSP pour que les militaires qui viennent de prendre le pouvoir n'oublient jamais qu'ils n'auront été que le bras armé du Peuple comme le veulent les règles de leur engagement.

Ainsi, nulle part la Déclaration ne soutient le coup de force des militaires mais met l'accent sur « la démission » d'IBK qui est la suite logique de la lutte du Peuple du Mali. C'est pourquoi le CS/M5-RFP, qui n'entend pas qu'on vole la victoire du Peuple, déclare prendre « acte de l'engagement d'ouvrir une transition politique civile contenu dans la déclaration du Comité national pour le Salut du Peuple (CNSP) ». Il ne saurait donc être question que le Mali retombe entre les mains de l'Armée car le CS/M5-RFP « demeure profondément attaché à la démocratie comme mode de dévolution et d'exercice du pouvoir » et cela ne peut être possible que si le pouvoir est exercé par les civils. Le rôle du CNSP sera celui d'un facilitateur pour permettre la mise en place d'un organe exécutif pour mener à bien la Transition politique. À cet effet, précise la Déclaration,



le CS/M5-RFP « entreprendra toutes les initiatives pour que notre Pays puisse amorcer une véritable refondation de son système politique et de gouvernance, à travers l'ouverture d'une Transition républicaine et l'élaboration d'une Feuille de route dont le contenu sera convenu avec le CNSP et toutes les Forces vives du pays ».

La démission d'IBK et de son régime obtenue grâce à la lutte héroïque du Peuple malien contre une gouvernance destructrice est très mal perçue par la CEDEAO, l'Union africaine et la communauté internationale qui ne semblent pas percevoir la spécificité du cas du Mali. En effet, ce ne sont pas les militaires qui ont pris le pouvoir le mardi, 18 août 2020, mais le Peuple du Mali excédé par sept années d'exercice lamentable de la fonction suprême au Mali qui ont précipité le pays dans le gouffre. Après quatre missions de haut niveau dépêchées à Bamako et un Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat, la CEDEAO ne semble toujours pas avoir compris que c'est la personne même d'IBK et de son régime que les Maliens honnissent. Exiger son retour à la tête du pays c'est assurément se méprendre profondément sur la crise malienne qui est existentielle. C'est pourquoi le CS/M5-RFP « appelle la CE-

DEAO, l'Union Africaine et la Communauté internationale dans son ensemble, à mieux appréhender la situation au Mali en dehors des questions de sanctions et à soutenir le Peuple malien dans sa quête de paix, de réconciliation nationale, de démocratie véritable et de mieux-vivre ». Les sanctions édictées contre le Mali ne lui feront pas plus mal que ne l'ont déjà fait IBK et son régime et ce serait le prix à payer pour que plus jamais le Peuple ne revive ces sept dernières années qui ont vu un Président trahir la confiance placée en lui en 2013.

C'est une page qui vient de se tourner définitivement au Mali et « Le Peuple malien reste plus que jamais mobilisé et déterminé jusqu'au couronnement de sa lutte patriotique pour la restauration d'un Mali démocratique, républicain et laïc, doté d'une gouvernance responsable et vertueuse », souligne la Déclaration sus indiquée. Tout en rendant « hommage aux vingt-trois morts et aux centaines de blessés lors des journées des 10, 11 et 12 juillet 2020, tous victimes de la barbarie répressive et meurtrière du régime IBK, qui a lâchement retourné les armes létales de la Force spéciale antiterroriste (FORSAT) contre les manifestants aux mains nues, dans les rues, domiciles et lieux de culte », le CS/M5-RFP sonne la remobilisation à travers « un grand rassemblement patriotique le vendredi 21 août 2020 sur la Place de l'Indépendance à Bamako » pour saluer la mémoire des victimes et l'engagement de tout le Peuple du Mali. Ce sera également une occasion pour faire comprendre au CNSP que le Peuple veille sur sa victoire que personne ne pourra lui ravir.

■ Diala Thiény Konaté



Bennchico Savadogo



Même après embargo là, le Mali doit éviter le port autonome d'Abidjan, afin qu'il sache qu'on peut aller ailleurs

Nous demandons à tous les opérateurs maliens de boycotter les ports de Dakar et Abidjan jusqu'à nouvel ordre.

Cet embargo va goûter cher à la côte d'ivoire et au Sénégal car ce sont leurs ports qui en ampatiront plus, restons concentrer, on gagne toujours

Les horaires du couvre-feu sont désormais fixés de 00H00 à 05H00 du matin.

Source : CNSP

Orsy Cissé



Les maliens ont décidé de prendre un nouveau cahier!!!!

Vive le peuple conscient et bravo à nous!!!!

De grace ceux qui sont là à insulter ce digne peuple sachez que vous êtes juste lâches. N aidez pas un peuple dans sa lutte c est pas obligatoire et d ailleurs personne ne vous a rien demandé, arrêtez juste de vous attaquer aux maliens qui veulent aller de l'avant. Oui nous avons 4 renversements de regime à notre actif et s il le faut nous feront 5 et même 6. Apres ce regime celui qui viendra, on ne le souhaite pas, fait comme lui, on le dégagera car le Mali appartient au peuple MALIEN pas à un clan.

Personne ne cautionne un coup d Etat mais des fois soyons honnête et clamons ceux qui osent.

Oui Modibo Keita a été renverser par des gens assoiffés de pouvoir: En 1991 ceux qui ont fait le putsch étaient assoiffés de JUSTICE et on a vu naître un nouveau MALI après 33 ans sous un regime dictateur, sanguinaire et voleur.

On n a pas pu aller loin car ses assoiffés de pouvoir sont revenus à la charge et malheureusement !!!!

En 2012 le coup d Etat personne ne l a salué car les politiques assoiffés de POUVOIR s en sont mêlés, ce qui nous a conduit à ce grand Chaos: dictature, corruption, meurtre, laxisme et hypocrisie.

ET la en 2020 le peuple Malien soif de JUSTICE a décidé de réécrire son histoire et avec l' aide du tout puissant Allah une nouvelle histoire du Mali sera écrit dans ce cahier à la satisfaction et avec la contribution de tous les bons MALIENS.

VIVE UN MALI NOUVEAU !!!!

Ouverture Média - OM



OM INFO : NÉGOCIATIONS À HUIS CLOS SUR L'EXIL D'IBK

Une partie des proches de l'ex-président malien a fait

savoir au CNSP qu'elle souhaitait voir IBK, très affaibli physiquement depuis plusieurs semaines, être transféré vers les Emirats arabes unis (EAU). C'est dans la capitale émiratie que le président malien est suivi médicalement depuis 2019. Il était encore aux Emirats mi-juillet pour y subir une intervention médicale délicate qui l'a considérablement impacté ces dernières semaines.

Autre option étudiée : la Turquie. Les EAU restent néanmoins à ce jour la destination privilégiée par l'entourage d'IBK. Au moins deux capitales de la sous-région seraient par ailleurs elles aussi sur le point de proposer d'accueillir l'ex- chef de l'Etat malien et une mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) devrait être prochainement déployée à Bamako à ce propos.

Mais IBK souhaite aussi négocier le départ de son premier cercle familial. Des discussions qui pourraient trébucher sur le cas de son fils Karim Keita, véritable catalyseur de la grogne populaire de ces dernières semaines. Le CNSP serait formellement opposé à tout départ du pays de l'ancien député de la majorité présidentielle, dont la diffusion de vidéos privées tournées dans un restaurant de plage en Espagne avait littéralement électrisé la contestation.

Le CNSP divisé sur le sort d'IBK:

Si l'argument médical a porté auprès de certains officiers, désormais prêts à autoriser l'ex-président malien à quitter le pays, le CNSP dans son ensemble reste encore divisé sur la question. Une partie des officiers réunis au camp militaire de Kati plaide pour un maintien d'IBK sur le sol malien.

Alors que le CNSP a appelé à un vaste audit des comptes de l'Etat ainsi que de plusieurs marchés publics, les officiers réticents au départ d'IBK estiment que la responsabilité de celui-ci pourrait être directement engagée et qu'il pourrait alors faire face à des poursuites judiciaires.

Dans le viseur du CNSP figure notamment plusieurs marchés passés par la présidence en 2014, parmi lesquels l'acquisition du Boeing 737 présidentiel ainsi que des contrats d'équipements militaires au bénéfice des troupes maliennes.

Source : AFRICA INTELLIGENCE



OM INFO : #URGENT / #REOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) informe l'opinion nationale et internationale de la réouverture des frontières aériennes

et terrestres à compter de ce vendredi 21 Aout 2020 à 00h00.
Le Comité rassure les populations que toutes les mesures sécuritaires sont prises en vue d'assurer la bonne circulation des personnes et de leurs biens.
Fait à Bamako, le 20 Aout 2020
Le 1er Vice-président. Colonel Malick DIAW



OM INFO : #URGENT / ALLÈGEMENT DU COUVRE - FEU:
Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) informe l'opinion nationale de l'allègement du couvre-feu dont les horaires sont désormais fixés de 00H00 à 05H00 du matin.
Le CNSP sait compter sur la bonne compréhension des populations.
Fait à Bamako, le 20 Aout 2020



- OM INFO : #Sommet de la CEDEAO sur le Mali : les 12 décisions des chefs d'Etats
- a) condamnons avec fermeté les menaces et les pressions ainsi que les manipulations effectuées par les militaires putschistes sur le Président Ibrahim Boubacar Kéita pour le contraindre à annoncer une démission contre son gré ;
 - b) condamnons avec la plus grande fermeté la tentative de renversement par des militaires putschistes du gouvernement démocratiquement élu du Président Ibrahim Boubacar Kéita ;
 - c) dénonçons catégoriquement toute forme de légitimité aux militaires putschistes et exigeons le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel ;
 - d) exigeons la libération immédiate du Président Ibrahim Boubacar Kéita et de tous les officiels arrêtés ;
 - e) rappelons aux militaires putschistes leur responsabilité sur la sûreté et la sécurité du Président Ibrahim Boubacar Kéita et des officiels arrêtés ;
 - f) demandons le rétablissement du Président Ibrahim Boubacar Kéita en tant que Président de la République, conformément aux dispositions constitutionnelles de son pays.
 - g) suspendons le Mali de tous les Organes de Décision de la CEDEAO avec effet immédiat, conformément au Protocole Additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance et ce, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel ;
 - h) décidons de la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, financières et commerciales à l'exception des denrées de première nécessité, des médicaments, du carburant, et de l'électricité entre les pays membres et le Mali. Nous invitons tous les partenaires à faire de même ;
 - i) demandons la mise en œuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre tous les militaires putschistes et leurs partenaires et collaborateurs ;
 - j) décidons de dépêcher immédiatement une délégation de haut niveau pour assurer le retour immédiat de l'ordre constitutionnel ;
 - k) demandons la montée en puissance de la Force en Attente de la CEDEAO ;
 - l) décidons de demeurer saisie de la situation au Mali.



Etienne Fakaba Sissoko

La transition militaire vers un régime civil risque d'être longue au Mali :

Il faudra du temps pour pouvoir conduire une bonne transition au Mali et arriver à organiser des élections crédibles et transparentes.

La recherche de solutions consensuelles avec l'ensemble des forces vives de la nation doit être au cœur de notre démarche politique.

J'étais l'invité politique de BBC Afrique ce jour 20 Août 2020 pour analyser les pistes de solutions de sortie de crise.



Média A

Le général fuyard trafiquants de drogue traquer de simple citoyen le général l'ex tout puissant chef de #SE #securite D'état) Moussa Diawara # dit Fally Ipupe à été mis aux arrêts
Moussa _ nimaga



RP Médias

Présidence De La République Du Niger
Allocution de S.E.M. Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat, Président en exercice de la CEDEAO, à la clôture du Sommet Extraordinaire sur la situation au Mali

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs

Nous sommes à la fin de notre Sommet extraordinaire consacrée à la situation au Mali, suite au coup d'Etat perpétré par une junte militaire le 18 Août 2020, et qui a conduit à l'arrestation et à la démission subséquente du Président de la République du Mali, ainsi qu'à la dissolution de l'Assemblée Nationale et du Gouvernement.

Comme nous l'avons fait depuis le déclenchement de cette crise, nous avons décidé de nous impliquer résolument dans la recherche de solutions à cette nouvelle situation, aux côtés du peuple malien et de toutes les forces vives de ce pays frère, afin que la paix et la sérénité puissent régner de nouveau au Mali, déjà lourdement éprouvé par une insécurité qui entrave son développement économique et social. Nous avons examiné la situation sans complaisance



et nous avons procédé à des échanges francs et fructueux avec, à l'esprit un seul objectif fondamental, le retour dans les plus brefs délais au calme et à une situation institutionnelle normale dans ce pays.

Dans nos échanges et nos propositions, le Protocole de la CEDEAO sur la bonne gouvernance et la démocratie nous a servi de guide. Ce protocole auquel tous nos pays sont parties, nous indique clairement les voies à suivre en cas de changement anticonstitutionnel de régime politique, tel que c'est le cas au Mali.

Il nous permet de prendre des mesures conservatoires pour protéger le cadre démocratique et républicain en pareille circonstance, et nous les avons prises.

Nous avons donc décidé après nos échanges de prendre les décisions ci-après : a) condamnons avec fermeté les menaces et les pressions ainsi que les manipulations effectuées par les militaires putschistes sur le Président Ibrahim Boubacar Kéita pour le contraindre à annoncer une démission contre son gré ;

b) condamnons avec la plus grande fermeté la tentative de renversement par des militaires putschistes du gouvernement démocratiquement élu du Président Ibrahim Boubacar Kéita ;

c) dénonçons catégoriquement toute forme de légitimité aux militaires putschistes et exigeons le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel ;

d) exigeons la libération immédiate du Président Ibrahim Boubacar Kéita et de tous les officiels arrêtés ;

e) rappelons aux militaires putschistes leur responsabilité sur la sûreté et la sécurité du Président Ibrahim Boubacar Kéita et des officiels arrêtés ;

f) demandons le rétablissement du Président Ibrahim Boubacar Kéita en tant que Président de la République, conformément aux dispositions constitutionnelles de son pays.

g) suspendons le Mali de tous les Organes de Décision de la CEDEAO avec effet immédiat, conformément au Protocole Additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance et ce, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel ;

h) décidons de la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, financières et commerciales à l'exception des denrées de première nécessité, des médicaments, du carburant, et de l'électricité entre les pays membres et le Mali. Nous invitons tous les partenaires à faire de même ;

i) demandons la mise en œuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre tous les militaires putschistes et leurs partenaires et collaborateurs ;

j) décidons de dépêcher immédiatement une délégation de haut niveau pour assurer le retour immédiat de l'ordre constitutionnel ;

k) demandons la montée en puissance de la Force en Attente de la CEDEAO ;

l) décidons de demeurer saisie de la situation au Mali.

Bien entendu, le cadre de dialogue institué par notre communauté reste valable et le médiateur Goodluck Jonathan est disponible pour continuer sa mission de rapprochement des positions de toutes les

parties et de réconciliation du peuple Malien. Nous allons donc engager des discussions avec les responsables de la junte militaire pour leur porter le message de notre communauté et leur faire comprendre que le temps des prises de pouvoirs par la force est révolu dans notre sous-région. Nous travaillerons de façon inclusive, avec tous les fils du Mali afin que ce pays s'engage dans un processus où ses institutions démocratiques seront pleinement rétablies et opérationnelles et ce dans les meilleurs délais.

En tant que Président en Exercice de la CEDEAO, j'ai à cœur la résolution de la crise politique et institutionnelle au Mali et au vu des échanges que nous venons d'avoir je n'ai aucun doute que c'est le même sentiment qui anime tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement de notre Communauté et qu'ensemble nous réussirons. Le Mali est dans une situation critique avec des risques graves qu'un affaiblissement de l'Etat et des institutions n'entraîne des revers dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé avec toutes les conséquences pour l'ensemble de notre communauté. C'est dire que ce pays a plus que jamais besoin de notre solidarité.

Pour conclure Je tiens à réaffirmer aux Maliens que la CEDEAO travaillera avec eux pour trouver et mettre en œuvre les solutions les meilleures pour la stabilité institutionnelle de leur pays. Nous avons décidé de la convocation de la prochaine visioconférence dans une semaine.

Sur ce, je déclare clos les travaux de notre visio-sommet extraordinaire.

Je vous remercie de votre attention



Ambassade des Etats-Unis au Mali

Alerte sécurité - Bamako, Mali-19 août 2020

Location: Bamako, Mali

Événement : L'ambassade des États-Unis est consciente de la mise en place d'un couvre-feu national de 9:00 h à 5:00 h et de la fermeture des frontières aériennes et terrestres maliennes jusqu'à nouvel ordre. L'aéroport international Modibo Keita de Bamako est fermé et les vols commerciaux ont été suspendus. Des coups de feu sporadiques à Bamako ont été signalés ce matin. L'ambassade des États-Unis avertit que les manifestants peuvent se mobiliser sans préavis et recommande à tous les citoyens américains de rester vigilants. De même, l'ambassade des États-Unis re-



commande à son personnel de faire preuve de prudence, de rester à l'intérieur, d'éviter les voyages non essentiels et de respecter le couvre-feu national.

L'ambassade des États-Unis a pris les mesures supplémentaires suivantes en réponse aux menaces continues pour la sécurité :

-- Mise en place d'un couvre-feu de 9:00 h à 6:00 h jusqu'à nouvel ordre.

-- Le personnel est recommandé de rester à l'intérieur.

-- Les employés ont été conseillés d'éviter tout voyage inutile jusqu'à nouvel ordre et d'être prudents lorsqu'ils traversent les ponts.

Mesures à prendre :

-- Évitez la région de Kati et le monument de l'indépendance

-- Respectez le couvre-feu national

-- abri en place si possible

-- Continuer à faire preuve de vigilance pendant qu'il est au Mali

-- Attention à la prudence si près de grands rassemblements ou manifestations

-- Revoir vos plans de sécurité personnelle

-- Faites profil bas

-- Soyez conscient de vos environs

-- Gardez une certaine forme de communication avec vous

-- Surveillez les médias locaux pour la mise à jour



RFI Afrique

Mardi dans la nuit, la télévision nationale du Mali, l'ORTM diffuse une déclaration du président IBK annonçant sa démission et la dissolution du gouvernement et de l'assemblée nationale. Quelques heures plus tard, c'est au tour des militaires putschistes de s'exprimer. Mais comment ont été tournées ces allocutions ?



PINAL

Le journal Afrique sur TV5MONDE

Mali - La Cédéao envoie une mission de haut niveau en réponse au coup d'Etat au Mali. Une annonce qui fait polémique. Pour les uns le coup d'Etat est "propre", et pour d'autres, le président IBK "est un tyran".



Radio Guintan

La nécessaire clarification.

Depuis le coup de force du mardi 18 août 2020 on entend tout et le contraire mais plus personne ne parle des raisons de la révolte des manifestants contre le régime de Ibk. La mauvaise gouvernance et la corruption. Comment faire pour que les milliards détournés reviennent dans les caisses de l'état ? Qu'est-ce que la France et la CEDEAO prévoit pour ce faire ? L'ordre constitutionnel peut-être mais qu'on nous rende nos sous. Tout ceux qui ont pris un centime de fonds publics doivent le rendre, ça aussi c'est la démocratie.



Yehia Tandina

Début ce jeudi du Sommet extraordinaire de la CE-DEAO sur le Mali sous la présidence de SEM Issoufou Mahamadou

Une Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a com-



mencé ses travaux par visioconférence, jeudi matin, 20 août 2020, sous la présidence de SEM Issoufou Mahamadou, Président de la République, Président en exercice de la CEDEAO.

Ce sommet extraordinaire sera axé sur la situation au Mali marquée par la prise de pouvoir mardi par des militaires putschistes maliens. Dans un discours d'ouverture, le Président en exercice de la CEDEAO a indiqué que cette prise de pouvoir intervient dans « un contexte sécuritaire difficile pour notre région en général et pour le Mali en particulier ».

Le Chef de l'Etat a rappelé « les efforts diplomatiques intenses déployés par notre communauté en vue de surmonter la crise politique que traverse le Mali, crise consécutive à l'élection législative contestée du 19 Avril 2020. »

« Cette situation grave dont les conséquences sécuritaires sur notre région et sur le Mali sont évidentes nous interpelle. Elle nous montre le chemin qui reste à parcourir pour la mise en place d'institutions démocratiques fortes dans notre espace », a dit le Président Issoufou Mahamadou.

« Avec l'espoir que nous parviendrons à prendre les décisions pertinentes et fortes à la hauteur de la gravité de la situation que connaît le Mali, je déclare ouverts les travaux de la présente visioconférence », a affirmé le Président de la République.

Les divergences de la CDEAO.

La méconnaissance des textes par le président de la commission en prononçant des sanctions. Hors les sanctions sont du ressort du conseil de sécurité de l'organisation et non un président de commission. Les sanctions font objets d'observation au conseil de sécurité des NU. Après une conférence des chefs d'état peut l'adopter selon la charte de 2005 ratifié par le MALI.

Pas de précipitation dans une telle situation.

Aux Maliens de comprendre, que le coup a été condamné par les membres de la CDEAO mais sont pas d'accord sur la nature des sanctions. Pour illustrations ce tweet du sage Maky SALL

Figaro du Mali

Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) a le regret de constater que certains membres des Forces de Défense et de Sécurité s'adonnent à des actes de rackets et d'extorsion à travers la ville de Bamako.

Le CNSP décline toute responsabilité et condamne avec fermeté ces pratiques qui n'honorent pas les Forces de Défense et de Sécurité.

Le Comité rassure les populations que toutes les mesures sont prises pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

En cas de suspicion ou d'appréhension de ces éléments, contactez rapidement les services de sécurité à travers les numéros verts suivants :

80001114

80001115

80001201

Vive le Comité National pour le Salut du Peuple !



Vive le Peuple souverain et démocratique !
 Vive le Mali !
 Le 1 Vice-président
 Colonel Malick DIAW



Habib Sacko

Le Mali ne s'arrête pas seulement à Bamako jetons un coup d'oeil vers le nord surtout Gao.



YERI Bocoum

Restons mobilisés derrière notre armée !!!
 Sans l'armée nous sommes plus!!!
 Vive l'armée malienne vive le COLONEL#HASIMI_GOITA



Sputnik France

Sputnik Afrique
 Le désormais ex-président malien Ibrahim Boubacar Keita pourrait s'expatrier aux Émirats arabes unis, mais Dakar semble rester ouverte pour l'accueillir. Pour nombre de chefs d'État déchus du pouvoir et condamnés à l'exil, la capitale sénégalaise est une destination privilégiée, mais avec des fortunes diverses.



FRANCE 24

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo s'est rendu jeudi au siège de l'ONU, à New York, pour déclencher le mécanisme dit de "snapback", visant à rétablir les sanctions internationales contre Téhéran. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni se sont opposés à cette initiative. Une bataille juridique s'annonce.



Konaté Zou



KÉNÉDOUGOU-INFOS (MALI ?)
 UNE TRANSITION DE 9 MOIS PRÉVUE PAR LES MILITAIRES.

Le programme des militaires maliens au pouvoir Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) Suite à la longue journée du Mardi 18 août 2020 qui a conduit à la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita, nous voulons à travers ces quelques lignes formuler des propositions vers une transition pacifique, efficace et consensuelle. Nous proposons:

1. La mise en place d'un collège transitoire composé de représentants des différentes forces vives de la nation (civiles et militaires : 24 membres dont 6 militaires et 18 civiles issus des parties politiques, de la société civile, des organisations des femmes et des jeunes, du barreau malien, des organisations religieuses, et des maliens de la diaspora) – ce collège sera dirigé par un président désigné par ses membres. Le président du collège assumera les fonctions de chef d'état et de président de la transition. Le collège jouera également un rôle d'organe législatif transitoire. La transition aura une durée de 9 mois. Le nouveau président de la République démocratiquement élu sera installé dans ses fonctions le 25 mai 2021.
2. Désignation d'un premier ministre par les membres du collège transitoire – une personnalité connue pour sa bonne moralité et sa rigueur faisant l'unanimité et ayant des expériences avérées du Mali et de sa gouvernance.
3. Mise en place en place d'un gouvernement restreint d'union nationale (15 ministres, en tenant compte de l'aspect genre et aussi des compétences et de la moralité des hommes et femmes qui seront désignés) ;
4. Aucun membre du collège transitoire et du GUN ne pourra se représenter aux futures échéances électorales ;
5. Elaboration d'une feuille de route de la transition
6. Tous les membres du collège transitoire et du GUN auront à déclarer leurs biens avant leur entrée en fonction et aussi à la fin de leur mission ;
7. Mise en place d'une commission nationale de révision constitutionnelle ;
8. Organisation d'élections triplées libres et transparentes en avril 2021 (législatives, présidentielles et référendaires) ;
9. Intensifier les négociations pour la libération immédiate de Soumaila Cissé;

10. Organisation d'un forum national sur la paix et la cohésion nationale - mettre à jour les conditions de mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation d'Alger ; travailler à l'instauration rapide de la sécurité et de la paix au centre et au nord du pays ;
11. Application immédiate et sans délai de l'article 39 et ouverture de toutes les écoles et universités à partir de Septembre 2020 et suivant un chronogramme clairement défini ;
12. Entamer des sérieuses et urgentes discussions avec la communauté internationale et les amis du Mali (CEDEAO, UE, ONU, Pays amis, etc.) sur la situation actuelle du pays et sur la pertinence du nouveau chemin emprunté par le Mali ;
13. Diligenter les enquêtes sur toutes les tueries et violations graves de droits humains commis au Mali ;
14. Prendre les mesures nécessaires à l'apaisement du climat social actuel (négocier avec les différents syndicats) ; et
15. Maintenir les institutions existantes dans leurs formes et compositions actuelles (Cour Constitutionnelle et autres).

Fait à Bamako le 19 août 2020

Assoumane A. MAIGA

Mouhamadou Sidibé

Les choses se précisent de plus en plus.

Le programme des militaires maliens au pouvoir
Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP)

Suite à la longue journée du Mardi 18 août 2020 qui a conduit à la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita, nous voulons à travers ces quelques lignes formuler des propositions vers une transition pacifique, efficace et consensuelle. Nous proposons:

1. La mise en place d'un collège transitoire composé de représentants des différentes forces vives de la nation (civiles et militaires : 24 membres dont 6 militaires et 18 civiles issus des parties politiques, de la société civile, des organisations des femmes et des jeunes, du barreau malien, des organisations religieuses, et des maliens de la diaspora) – ce collège sera dirigé par un président désigné par ses membres. Le président du collège assumera les fonctions de chef d'état et de président de la transition. Le collège jouera également un rôle d'organe législatif transitoire. La transition aura une durée de 9 mois. Le nouveau président de la République démocratiquement



élu sera installé dans ses fonctions le 25 mai 2021.

2. Désignation d'un premier ministre par les membres du collège transitoire – une personnalité connue pour sa bonne moralité et sa rigueur faisant l'unanimité et ayant des expériences avérées du Mali et de sa gouvernance.
 3. Mise en place en place d'un gouvernement restreint d'union nationale (15 ministres, en tenant compte de l'aspect genre et aussi des compétences et de la moralité des hommes et femmes qui seront désignés) ;
 4. Aucun membre du collège transitoire et du GUN ne pourra se représenter aux futures échéances électorales ;
 5. Elaboration d'une feuille de route de la transition
 6. Tous les membres du collège transitoire et du GUN auront à déclarer leurs biens avant leur entrée en fonction et aussi à la fin de leur mission ;
 7. Mise en place d'une commission nationale de révision constitutionnelle ;
 8. Organisation d'élections triplées libres et transparentes en avril 2021 (législatives, présidentielles et référendaires) ;
 9. Intensifier les négociations pour la libération immédiate de Soumaila Cissé ;
 10. Organisation d'un forum national sur la paix et la cohésion nationale - mettre à jour les conditions de mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation d'Alger ; travailler à l'instauration rapide de la sécurité et de la paix au centre et au nord du pays ;
 11. Application immédiate et sans délai de l'article 39 et ouverture de toutes les écoles et universités à partir de Septembre 2020 et suivant un chronogramme clairement défini ;
 12. Entamer des sérieuses et urgentes discussions avec la communauté internationale et les amis du Mali (CEDEAO, UE, ONU, Pays amis, etc.) sur la situation actuelle du pays et sur la pertinence du nouveau chemin emprunté par le Mali ;
 13. Diligenter les enquêtes sur toutes les tueries et violations graves de droits humains commis au Mali ;
 14. Prendre les mesures nécessaires à l'apaisement du climat social actuel (négocier avec les différents syndicats) ; et
 15. Maintenir les institutions existantes dans leurs formes et compositions actuelles (Cour Constitutionnelle et autres).
- Fait à Bamako le 19 août 2020

**WESTERN
UNION**



MONEY TRANSFER

Transition : Comment le CNSP compte s'y prendre



Suite à la longue journée du Mardi 18 août 2020 qui a conduit à la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita, nous voulons à travers ces quelques lignes formuler des propositions vers une transition pacifique, efficace et consensuelle. Nous proposons:

1. La mise en place d'un collège transitoire composé de représentants des différentes forces vives de la nation (civiles et militaires : 24 membres dont 6 militaires et 18 civils issus des partis politiques, de la société civile, des organisations des femmes et des jeunes, du barreau malien, des organisations religieuses, et des Maliens de la diaspora) – ce collège sera dirigé par un président désigné par ses membres. Le président du collège assumera les fonctions de chef d'Etat et de président de la transition. Le collège jouera également un rôle d'organe législatif transitoire. La transition aura une durée de 9 mois. Le nouveau président de la République démocratiquement élu sera installé dans ses fonctions le 25 mai 2021.
2. Désignation d'un premier ministre par les membres du collège transitoire – une personnalité connue pour sa bonne moralité et sa rigueur faisant l'unanimité et ayant des expériences avérées du Mali et de sa gouvernance.
3. Mise en place d'un gouvernement restreint d'union nationale (15 ministres, en tenant compte de l'aspect genre et aussi des compétences et de la moralité des hommes et femmes qui seront désignés) ;
4. Aucun membre du collège transitoire et du GUN ne pourra se représenter aux futures échéances électorales ;
5. Elaboration d'une feuille de route de la transition
6. Tous les membres du collège transitoire et du GUN auront à déclarer leurs biens avant leur entrée en fonction et aussi à la fin de leur mission;
7. Mise en place d'une commission nationale de révision constitutionnelle ;
8. Organisation d'élections triplées libres et transparentes en avril 2021 (législatives, présidentielles et référendaires) ;
9. Intensifier les négociations pour la libération immédiate de Soumaïla Cissé;
10. Organisation d'un forum national sur la paix et la cohésion nationale – mettre à jour les conditions de mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation d'Alger ; travailler à l'instauration rapide de la sécurité et de la paix au centre et au nord du pays ;
11. Application immédiate et sans délai de l'article 39 et ouverture de toutes les écoles et universités à partir de Septembre 2020 et suivant un chronogramme clairement défini ;
12. Entamer des sérieuses et urgentes discussions avec la communauté internationale et les amis du Mali (CEDEAO, UE, ONU, Pays amis, etc.)

IBK dans sa lettre de démission : "Je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires"



Pendant sept ans, j'ai eu le bonheur et la joie d'essayer de redresser ce pays du mieux de mes efforts, car dès l'abord, dès ma première mission de chef de gouvernement de ce pays, je suis convaincu de l'effort fabuleux qu'il fallait mettre en œuvre pour donner corps et vie à l'armée malienne. D'où cette idée de loi de programmation et d'orientation militaire.

Je pense qu'à chaque moment sa vérité. Si aujourd'hui, après des semaines de turbulences, de manifestations diverses, ponctuées hélas par des victimes, devant lesquelles je m'incline, que je n'ai jamais souhaitées, chacun dans ce pays le sait.

En tout cas j'avais toujours mis en garde.

Vu que, quand on mène dans la rue, on ne sait jamais ce qui peut en résulter de bien ou de pire. Hélas le pire en a résulté.

Si aujourd'hui il a plu à certains éléments de nos forces armées de conclure que cela devait se terminer par leur intervention, ai-je réellement le choix ? M'y soumettre, car je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires.

C'est pourquoi je voudrais en ce moment précis tout en remerciant le peuple malien pour son accompagnement le long de ces longues années, la chaleur de son affection, vous dire ma décision de quitter mes fonctions, toutes mes fonctions à partir de ce moment, et avec toutes les conséquences de droit, la dissolution de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement.

Qu'Allah aide et bénisse le Mali.

Je n'éprouve aucune haine vis-à-vis de personne, mon amour pour mon pays ne me le permet pas. Que Dieu nous sauve. Merci. »

Ibrahim Boubacar KEITA

sur la situation actuelle du pays et sur la pertinence du nouveau chemin emprunté par le Mali ;

13. Diligenter les enquêtes sur toutes les tueries et violations graves de droits humains commis au Mali ;

14. Prendre les mesures nécessaires à l'apaisement du climat social actuel (négocier avec les différents syndicats) ; et

15. Maintenir les institutions existantes dans leurs formes et compositions actuelles (Cour Constitutionnelle et autres).

Fait à Bamako le 19 août 2020

Notabilités traditionnelles du nord à Bamako : «Usurpation de titre ou course au pouvoir ?» s'interroge Asilakane Ag Mossayad



Dans un communiqué rendu public le samedi 15 août 2020, Asilakane Ag Mossayad s'interroge sur la qualité de certaines notabilités qui disent représenter le septentrion dans la capitale à Bamako. «Nous avons remarqué avec stupéfaction et consternation l'intrusion à l'échelle nationale des personnes représentant les notabilités du septentrion dont elles se réclament», s'exclame-t-il.

Pour lui, ceux d'entre eux étant élus locaux peuvent avoir la légitimité traditionnelle, comme l'atteste leur pérennité aux postes électifs de leurs localités respectives à l'image de Kidal et Ménaka. Ceci étant, un impératif de taille demeure actuellement : la restauration de la paix et la cohésion sociale dans les régions du Nord. Tout collectif desdites légitimités traditionnelles ou chefs coutumiers doit s'investir dans cette tâche de restauration de la paix lourdement entachée et dont les conséquences sont de nature à déstabiliser l'osmature sociale dans nos régions. Traditionnellement, nos chefs coutumiers et légitimités issus du rang social avéré et reconnu s'occupent moins d'apparat à l'échelle nationale que la résolution et la prévention à la source des conflits sociaux et communautaires voire nationaux. Cette démarche est d'autant moins productive que certains de ses initiateurs, qui disent représenter les légitimités au nord, ne sont responsables que de leur propre personne car résidant régulièrement dans la ville de Bamako depuis des lustres, martèle le signataire de cette déclaration. Ceci est d'autant plus vérifiable qu'aucun d'eux n'a jamais manifesté sa solidarité aux communautés du nord dans leur traversée des affres de la crise et ses soubresauts terroristes. «Il est donc lancé un appel pressant pour restaurer un ordre réel dans ce collectif, dont d'autres personnes exploitent les tenants et les aboutissants et agissent en leur propre chef au grand dam des communautés élargies du nord qui ne les reconnaissent quasiment pas», rappelle Asilakane. En définitive, au plan national, aucune concertation administrative n'a mis en place un collectif dont les décisions peuvent avoir des ramifications sociales ayant tendance à caporaliser des communautés et entités sociales dont le seul espoir réside dans l'option conduite par les vrais chefs coutumiers traditionnels qui les représentent réellement et dont la représentativité ne souffre d'aucune zone d'ombre. À titre de rappel, parmi ce collectif, il y a des chefs coutumiers qui ne souffrent d'aucune contestation dans leur localité notamment Kidal et Ménaka. Ceci est un constat d'Asilakane Ag Mossayad, un contribuable du septentrion et un contributeur d'idées forces pour la restauration des valeurs sociales du Nord

IBK jette l'éponge / on ne lui aura pas laissé le choix : Kati honore IBK en 2012 pour le déshonorer sept ans plus tard. Quelle funeste fin !



Il ne lui aurait finalement pas laissé le choix, à Ibrahim Boubacar Kéïta, les militaires qui ont pris le pouvoir au Mali en le contraignant à leur donner sa démission. Celle-ci était réclamée par une contestation populaire menée depuis des mois par le Mouvement du 5 juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5/RFP). Sous l'autorité morale de l'imam Mahmoud Dicko, des partis politiques, associations, syndicats avaient formé un front anti-IBK. Lequel décriait sa gouvernance jugée chaotique et reposant sur une oligarchie. Après quatre grands rassemblements, ce mouvement n'était toujours pas parvenu à obtenir la démission du président Ibrahim Boubacar Kéïta. Mais il aurait cependant eu le mérite de capter et coopter les énergies d'une grande partie des Maliens. Pour lesquels, le soulagement de voir le régime IBK s'en aller, viendra d'un groupe de militaires. En effet, mardi 18 août, tôt le matin, Bamako apprenait déjà des arrestations d'hommes du pouvoir et de personnalités politiques. Ce qui était les prémices d'un coup d'Etat s'avérera au fil de la journée pour se terminer en ce soir du 18 août 2020 par cette pathétique déclaration du président Ibrahim Boubacar Kéïta : «...Pendant 7 ans, j'ai eu le bonheur et la joie d'essayer de redresser ce pays, qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires. Je voudrais, en ce moment précis, vous dire ma décision de quitter mes fonctions, toutes mes fonctions à partir de ce moment et avec toutes les conséquences de droit : la dissolution de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement. Qu'Allah aide et bénisse le Mali. Je n'éprouve aucune haine vis-à-vis de personne. Mon amour pour mon pays ne me le permet pas. Que Dieu nous sauve. Merci». Ainsi donc, Kati, la ville-garnisons, naguère siège des mutins de 2012, emmenés par un certain capitaine Amadou Haya Sanogo, dont le soutien aurait été décisif pour l'élection d'Ibrahim Boubacar Kéïta à la magistrature suprême, cette même ville a retiré sa confiance à Ibrahim Boubacar Kéïta. Comme pour mettre fin à un bail (rupture de bail) qu'ils avaient scellé ensemble. Kati honore IBK en 2012 pour le déshonorer sept ans plus tard. Quelle funeste fin !

Dioncounda Sissoko

et ses communautés aux fins qu'un vrai collectif soit mis en place, avec un leadership traditionnel connu de toutes et de tous, car intégrant l'histoire dans son entièreté et le présent dans tous ses compartiments.

GT

Mali-Calme à Bamako : Le colonel Goita se proclame chef de la junte



Les rues de Bamako, la capitale malienne, étaient calmes jeudi matin pour la deuxième journée consécutive, au lendemain d'une déclaration du colonel Assimi Goita, qui s'est présenté comme le chef de la junte ayant démis le président Ibrahim Boubacar Keita.

Les membres de la junte ont rencontré des responsables ministériels tard mercredi soir pour planifier le retour à la stabilité, au lendemain du coup d'Etat ayant conduit à la démission d'Ibrahim Boubacar Keita, dit "IBK", qui fragilise un peu plus un pays déjà confronté à une insurrection djihadiste et ces derniers mois.

"Je me présente, je suis le colonel Assimi Goita, président du Comité national pour le salut du peuple (CNSP)", a déclaré le militaire en treillis, s'adressant à la presse à l'issue de cette réunion.

"Suite à l'événement d'hier (mardi-NDLR) qui a abouti au changement de pouvoir (nous estimons qu'il était de) notre devoir d'expliquer notre position aux secrétaires généraux pour qu'ils puissent travailler directement", a-t-il ajouté.

Deux jours après le coup d'Etat, les habitants de Bamako semblaient avoir répondu à l'appel lancé la veille par le porte-parole de la junte, le colonel Ismaël Wagué, qui les a invités à "vaquer librement à leurs occupations et à reprendre leurs activités." Il avait également prié les fonctionnaires à reprendre le travail dès ce jeudi, assurant que la junte prenait toutes les dispositions nécessaires pour les protéger, tout comme leurs biens et leurs lieux de travail.

Les antécédents des membres de la junte, qui compte plusieurs autres colonels dans ses rangs, ne sont pas bien connus.

Le renversement d'IBK a suscité une vague de condamnations à travers le monde, sur fond d'inquiétudes sur la poursuite des opérations militaires contre les djihadistes liés à Al Qaïda et à l'Etat islamique opérant dans le Sahel, en particulier dans la zone dite des "trois frontières", où convergent les territoires du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

La ministre française des Armées, Florence Parly, a précisé jeudi sur Twitter que l'opération Barkhane, conduite par les militaires français en collaboration avec les forces des pays du Sahel, se poursuivra au Mali.

Les dirigeants des 15 pays membres de la Communauté économiques

Très discret tout au long de la mutinerie ayant conduit à l'arrestation d'IBK : Le nouvel homme fort, Colonel Assimi Goita se découvre

Le Colonel Assimi Goita est le nouvel homme fort de la junte. Il dirige désormais le Comité national pour le salut du peuple (CNSP). Cet officier supérieur très discret est le Commandant du bataillon autonome des forces spéciales. Il serait issu de l'infanterie, selon une source sécuritaire.

L'homme est apparu au grand public, lors d'une réunion qu'il a dirigée, hier mercredi, au ministère de la Défense avec les Secrétaires généraux des différents départements ministériels. Il avait fait sa première apparition sur l'ORTM, dans la nuit du mardi au mercredi, lors de la toute première déclaration du CNSP.

Toutefois c'est lors de sa rencontre avec les secrétaires généraux qu'il s'est présenté en sa qualité de président du nouveau comité militaire.

Il est secondé par le Colonel Malick Diaw comme vice-président. Parmi les membres de ce comité, l'on retient également le Colonel Sadio Camara non moins ancien Chef d'Etat-major de la garde nationale, réputé avoir joué un rôle décisif dans la mutinerie. Le Colonel Major Ismaël Wagué, le porte-parole du CNSP est aussi une autre figure des mutins. Il est le Chef d'Etat-major adjoint de l'Armée de l'Air. Il s'y ajoute le Général Cheick Fantamady Dembélé, autre officier supérieur de l'Armée qui a dirigé l'école de Maintien Alioune Blondin Beye.

Il est à signaler que plusieurs autres jeunes officiers issus de divers corps de l'armée commencent à faire leur apparition aux côtés des responsables dudit comité.

A DIARRA



des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) doivent se réunir ce jeudi pour évoquer la situation au Mali. L'organisation a déjà suspendu mardi les échanges financiers et fermé les frontières de ses membres avec le Mali.

(Paul Lorgerie et Tiemoko Diallo ; version française Myriam Rivet, édité par Jean-Philippe Lefief)

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Mali : Les autorités militaires doivent mettre un terme aux arrestations arbitraires et enquêter sur l'homicide illégal de quatre personnes



Au lendemain du coup d'État militaire au Mali, au cours duquel des soldats du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) ont fait irruption au domicile du président Ibrahim Boubacar Keita et l'ont arrêté, ainsi que plusieurs hauts responsables, Samira Daoud, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International, a déclaré :

« Nous sommes préoccupés par l'arrestation de plusieurs membres du gouvernement, notamment du président Ibrahim Boubacar Keita et du Premier ministre Boubou Cissé, par la junte militaire. Toutes les personnes appréhendées dans le cadre du coup d'État doivent être relâchées immédiatement ou inculpées d'infractions prévues par la loi.

« Nous demandons aux leaders de ce coup d'État de veiller à protéger les droits de l'ensemble de la population, y compris des personnes arrêtées, notamment en leur permettant de consulter les avocats de leur choix et de contacter leur famille, et en clari-

fiant sur quelle base légale repose leur détention.

« Nous avons recensé quatre morts le 18 août au soir et 15 blessés. Toutes les victimes ont été touchées par balles, dans des circonstances floues, et ont été conduites à l'hôpital Gabriel Touré, dans la capitale Bamako.

« Nous appelons le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) à enquêter sur les circonstances entourant ces violences et, si des éléments attestent de crimes et de violations des droits humains, à amener les responsables présumés à rendre des comptes dans le cadre de procès équitables.

« Amnesty International suit de près la situation au Mali et exhorte les autorités militaires à respecter et défendre les droits humains et le droit international relatif aux droits humains, et à révéler le sort réservé aux personnes arrêtées durant le coup d'État. »

Pour obtenir de plus amples informations ou organiser une interview, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty

International : Sadibou Marong Courriel : sadibou.marong@amnesty.org ;
Téléphone : +221 77 658 62 27; +44 20 7413 5566 Courriel : press@amnesty.org Twitter : [@AmnestyWaro](https://twitter.com/AmnestyWaro)

Complément d'information

Depuis le mois de juin, le Mali est ébranlé par un vaste mouvement de contestation réclamant la démission du président Ibrahim Boubacar Keita, à l'initiative du Mouvement du 5 Juin-Front patriotique de résistance (M5-RFP). Les manifestations du 10 juillet ont été violemment réprimées par les forces de sécurité, se soldant par au moins 14 morts et 300 blessés.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a servi de médiateur auprès des parties concernées pour trouver une solution à la crise politique, qui a suivi la proclamation des résultats des élections législatives en avril 2020. C'est dans ce contexte politique tendu que s'est déroulé le coup d'État.

Une mutinerie a éclaté à la caserne Soundiata Keita le 18 août. Dans le milieu de l'après-midi, les mutins ont arrêté le président Ibrahim Boubacar Keita chez lui, à Sébénikoro, quartier de Bamako, ainsi que le Premier ministre Boubou Cissé. Tous deux ont été conduits à Kati.

D'après certaines informations, plusieurs hauts responsables ont également été arrêtés dans la matinée, notamment le ministre des Finances Abdoulaye Daffé, le ministre des Affaires étrangères Tiébilé Dramé et le ministre de la Défense, le général Ibrahim Dahirou Dembelé.

Au cours de la soirée, le président Ibrahim Boubacar Keita a annoncé à la télévision la dissolution du gouvernement, de l'Assemblée nationale et sa démission, déclarant : « Je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires. »

Si la CEDEAO, l'Union africaine et l'ONU ont condamné le coup d'État, les putschistes ont appelé de leurs vœux un gouvernement de transition civile et de nouvelles élections.

Dans une déclaration, la CEDEAO a suspendu le Mali de tous ses organes de prises de décision, annoncé la fermeture des frontières avec le Mali et appelé à la mise en place immédiate de sanctions contre les leaders du coup d'État et leurs collaborateurs.

Micro-trottoir : Les Bamakois se prononcent sur la démission d'IBK

Mardi 18 Août, suite à une mutinerie de l'armée malienne, le président Ibrahim Bouba-car Keita a rendu sa démission. Jusqu'à nouvel ordre, le pays est pour le moment dirigé par les acteurs de la mutinerie. Nous avons tendu le micro aux populations pour connaître leur opinion face à la situation.

Daouda Koné, assistant chercheur

« Je dirai que le Mali n'a pas un problème de gouvernance mais un problème de système politique. C'est ce que doivent comprendre les Maliens. J'ai été impressionné par le contenu de la déclaration du Comité National pour le Salut du peuple. Elle prenait en compte les réelles préoccupations des Maliens. Le président a démissionné, c'est eux qui dirigent maintenant ce pays. Je ne peux que les inviter à prioriser les attentes du peuple et à gérer de façon immédiate l'éducation de nos enfants, frères et sœurs dans les classes d'examen. »

Yacouba Traoré, Chauffeur de taxi

« Bon je peux dire que j'ai apprécié ce que les militaires ont fait pour nous, parce que ça faisait longtemps que cette démission était attendue. Nous avons fait plusieurs marches pour cette cause, mais en vain. Moi-même je suis chauffeur de taxi, j'ai laissé pendant une semaine mon taxi pour la marche. Voilà en une journée l'armée a pu obtenir ce que le peuple souhaitait depuis longtemps. »

Mamadou Sarré, Citoyen

« Je ne peux pas vraiment dire que IBK a bien gouverné. Mais je pense que cette démission n'était pas aussi la solution. J'aurais voulu qu'il termine au moins le reste de son mandat mais hélas, ça a été le contraire. »

Assétou Sylla, Femme au foyer

« Personne ne peut dire qu'il n'a pas apprécié la démission du président. C'était la volonté de tous, mais force est de reconnaître aussi lors de son arrestation qu'il faisait pitié. »

Kadidiatou Keita, élève en terminale langue et lettres

« Personnellement j'aimais Boua. C'est vrai,

ce n'était pas le meilleur des présidents, mais je pense qu'il ne méritait pas non plus cela. Il pouvait au moins continuer de gouverner le temps d'appliquer l'article 39 que les enseignants revendiquaient. A quoi nous les élèves nous devons nous attendre ? Il a démissionné, qui pour prendre rapidement sa place ? Déjà sur l'éducation nous sommes énormément en retard. Notre année scolaire est en jeu. En rien cette situation ne va nous faire avancer. Ils voulaient qu'IBK parte aujourd'hui, demain ils feront de même pour la personne qui viendra gérer ce pays. Je ne peux que prier Dieu afin qu'il nous assiste. »

Mama N'diaye, Sage-Femme

« J'ai apprécié ce que l'armée a fait pour notre nation, après tant de mois d'attente voilà enfin que notre souhait est réalisé. Vive l'armée malienne ! et on espère de tout cœur que le prochain candidat sera mieux que l'ancien. »

Tiégoro Keita, Citoyen

« Je pense que ce n'était pas la bonne manière. IBK est parti, qui a été proposé pour l'heure qui sera en mesure d'assumer ? Ceux qui ont voté pour lui ce sont ces mêmes personnes qui réclamaient sa démission. Je pense qu'il est temps pour nous de savoir ce que l'on veut réellement. Pour moi, IBK devait finir avec ses deux années de règne avant de partir. On pouvait être patient et accepter les choses comme telles afin de bien réfléchir sur un meilleur candidat pour les élections à venir. »

Mariétou Coulibaly, élève en terminale sciences

« La question que je me pose depuis cet événement c'est : que va devenir notre année ? Nous n'en pouvons plus. Nous nous levons



chaque matin pour rejoindre les salles dans l'espoir de finir avec tout ce retard un jour. J'étais contente quand j'ai appris la date des examens du Baccalauréat et voilà que la situation a pris une autre tournure avec la démission d'IBK, qui pour moi est un autre problème ajouté à notre éducation. J'aurai vraiment aimé qu'il boucle au moins ces deux années restantes. »

Sory Ibrahim Keita, Citoyen

« C'est vrai je n'étais pas content de la manière de la gouvernance d'IBK, mais je pense que ce qui a été fait n'était pas la chose à faire. Il n'a pas démissionné je dirais, mais juste été contraint de quitter le pouvoir. Ces militaires qui pensent qu'ils ont bien agis, c'est le contraire. Au lieu d'avancer nous irons tout droit en arrière maintenant. »

Fousseyni Alima Diarra, Réparateur de téléphone

« Ce coup d'État était la meilleure chose à faire puisque son ex excellence a refusé catégoriquement de rendre la démission après plusieurs manifestations contre son régime. »

Alassane Sow, Agent chez Canal+

« J'ai beaucoup apprécié la façon dont ils ont procédé pour faire démissionner le président sortant IBK. Ils ont agi avec beaucoup de prudence et d'intelligence, il n'y a pas eu de bain de sang. L'armée n'a pas mêlé la population à cela et puis ils l'ont fait avec le plus grand respect à l'égard d'IBK. »

■ **Sokona Varma**
Assétou dite Mani
Coulibaly (stagiaires)

Putsch au Mali : « Il y avait une usure du pouvoir » selon l'ex-ambassadeur Nicolas Normand

Le Président malien Ibrahim Boubacar Keita a annoncé sa démission ce matin, plusieurs heures après son arrestation par un groupe de militaires. L'ancien ambassadeur de France au Mali, Nicolas Normand, décrypte la situation.



Le mardi 18 août, après une journée rythmée par des coups de feu à Bamako, la capitale du Mali, le Président malien Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a été arrêté par des militaires avec son Premier ministre, Boubou Cissé.

Emmené au camp militaire de Kati, à 15 kilomètres de Bamako, il s'est exprimé à l'aube à la télévision nationale, l'ORTM. Dans cette allocution, il a annoncé sa démission, ainsi que la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale. « Ai-je vraiment le choix ? » a-t-il déclaré, expliquant qu'il souhaitait « qu'aucun sang ne soit versé pour me maintenir au pouvoir ».

Sont ensuite apparus à l'écran des militaires, qui se sont présentés comme appartenant au Comité national du salut du peuple, souhaitant

restaurer la démocratie, et la mise en place d'une transition civile jusqu'à des élections présidentielles et législatives « dans un délai raisonnable ».

La France condamne « avec la plus grande fermeté »

Ce coup d'État militaire survient alors que de nombreuses manifestations avaient lieu dans la capitale malienne depuis plusieurs mois. De ces contestations est né le Mouvement du 5 juin (M5), dont l'une des figures, l'Imam Mahmoud Dicko, est accusée d'avoir des liens avec les jihadistes du nord-Mali. Le M5 réclamait la démission d'IBK, élu en 2013, un an après un autre coup d'État militaire, et réélu en 2018.

La France a aussitôt condamné « avec la plus grande fermeté » ce coup d'État, par la voix du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. « La France réaffirme avec force son plein attachement à la souveraineté et à la démocratie maliennes », et « partage pleinement la position exprimée par la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) (...) qui appelle au maintien de l'ordre constitutionnel et exhorte les militaires à regagner sans délai leurs casernes. »

Emmanuel Macron s'est entretenu avec les chefs d'État de la région

Selon LCI, Emmanuel Macron s'est entretenu à plusieurs reprises avec les chefs d'État de la région, dont le président nigérian Mahamadou Issoufou. Ce dernier est à la tête de la Cédéao (présidence tournante entre les chefs d'État de la région). « Le président de la République condamne la mutinerie, source d'instabilité et opportunité pour les groupes djihadistes », a expliqué l'Élysée à la chaîne d'information en continu.

Ancien ambassadeur de France au Mali, mais aussi au Congo et au Sénégal, Nicolas Normand est également l'auteur de « Le Grand livre de l'Afrique » (éditions Eyrolles), préfacé par Érik Orsenna. Fin connaisseur du Mali et du continent africain, il est par ailleurs connu pour ses positions critiques sur la stratégie de l'armée française au Mali, présente dans le pays à travers l'opération Barkhane.

Cette dernière a été mise en place en 2014, à la suite de l'opération Serval de 2013, lancée par François Hollande à la demande du Mali, afin de chasser les jihadistes qui occupaient le Nord et menaçaient de fondre sur Bamako. L'ancien diplomate décrypte la situation malienne pour Public Sénat.

Comment interprétez-vous la déclaration du Comité du salut du peuple ?

Il n'y a plus de gouvernement, l'Assemblée nationale a été dissoute, tout le pouvoir est donc aux mains de ce Comité d'officiers, mais il apparaît que ce dernier souhaite respecter, malgré le coup d'État, les règles de la démocratie, en instaurant, dans un délai raisonnable, disent-ils, une transition civile qui doit mener à

des élections présidentielles et législatives, notamment.

Ces déclarations se veulent rassurantes, puisqu'ils insistent sur leur volonté de respecter les règles de la démocratie et de la bonne gouvernance, ce qui est néanmoins assez classique. Ils annoncent également le respect des accords internationaux du Mali. Ils ont cité l'opération française Barkhane, la force européenne Tacouba, et la force africaine du G5 Sahel, comme des partenaires nécessaires pour rétablir la paix.

Toutes ces déclarations apparaissent assez rassurantes, dans la mesure où il n'y a aucune tonalité idéologique, qu'elle soit islamiste ou d'extrême gauche. Ce sont des militaires qui se présentent comme des responsables voulant assurer la continuité de l'État.

Il n'y a pas d'intentions révolutionnaires, c'est plutôt une bonne nouvelle

Après le coup d'État de 2012, le capitaine Sanogo, leader du putsch, s'était accroché au pouvoir. Peut-on faire confiance aux militaires ?

Il y a une critique de la gouvernance, mais elle n'est pas très virulente. Et ce qu'ils évoquent est plus ou moins admis par tout le monde : une démocratie défailante caractérisée par le clientélisme et une certaine corruption. Mais ils n'insistent pas trop sur ces éléments-là. Ce comité militaire annonce clairement vouloir restaurer la démocratie avec une transition politique. Il n'y a pas d'intentions révolutionnaires, ils n'ont pas annoncé, par exemple, vouloir passer en jugement tous les anciens dignitaires du régime.

Nous ne sommes pas dans une logique d'affrontement, le comité est dans une logique de continuité de l'État et d'entente entre les Maliens, c'est une logique de bonne volonté, et non de radicalisation, de vengeance et de représailles. C'est plutôt une bonne nouvelle.

IBK était-il corrompu ?

Si ces choses-là ne sont pas faciles à dire, reconnaissons qu'il n'était pas plus corrompu que d'autres. Il y a eu quelques affaires, le Vérificateur général, une sorte de Cour des comptes malienne, dénonçait un certain nombre de choses, mais pas plus que dans beau-

coup d'autres pays.

On a également beaucoup parlé de sa famille, qu'il aurait favorisée, et des vidéos de son fils faisant la noce ont circulé... Mais, il n'y a pas eu de scandales caractérisés qui auraient conduit le régime à sa chute.

Le contentieux électoral a tout déclenché

Peuvent-ils être liés au M5 et à l'imam Dicko ?

Pour l'instant, il ne s'agit que d'une structure militaire qui souhaite s'ouvrir à la société civile et à l'opposition. Ils ne citent pas le M5, ni Mahmoud Dicko. Il y a en revanche un appel à la société civile et aux mouvements politiques et sociaux à les rejoindre. Le M5 se réjouit certainement de cette situation, mais n'ose pas le dire clairement, et ne les a pas encore officiellement rejoints.

Quelles sont les causes structurelles de ce mécontentement ?

Il y avait une usure du pouvoir. IBK a été maladroit vis-à-vis du mouvement M5 qui contestait fortement le régime. Il n'a pas su gérer cette situation. Il n'a pas su non plus convaincre la population qu'il avait un projet, et qu'il pouvait sortir le pays de l'ornière dans laquelle il se trouve.

Les conséquences de la crise de 2012 se sont poursuivies : la sécurité s'est dégradée ; les services publics étaient de moins en moins assurés ; électricité, éducation... fonctionnaient de moins en moins bien. Une vraie descente aux enfers du pays. En tant que premier personnage de l'État, IBK en a naturellement été rendu responsable.

Y a-t-il eu un élément déclencheur ?

Le contentieux autour des dernières élections législatives a tout déclenché. Il y a eu 30 députés pour lesquels les résultats ont été inversés, en faveur du pouvoir. On a eu l'impression d'une fraude de la part du Conseil constitutionnel, qui a décidé d'inverser les résultats. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Cet événement a été le détonateur d'une crise qui couvait depuis longtemps.

IBK n'était pas l'homme de la France

Un sentiment anti-français s'est développé chez les Maliens. Ce coup d'État, contre un président proche des Français, n'est-il pas aussi dirigé contre la présence française au Mali ?

Rien en ce sens ne ressort des déclarations de ce Comité. Maintenant, il est vrai qu'il y a un sentiment anti-français très fort au Mali, mais indépendamment d'IBK et du coup d'État. Ce sentiment est dû d'abord aux particularités de l'intervention française en 2013, où il y a eu une certaine coopération de l'armée française avec les séparatistes du Nord.

Aujourd'hui, la question de Kidal dans le nord n'est toujours pas résolue : ce territoire est de facto une sorte d'enclave dirigée par les séparatistes, devenus un groupe signataire des accords d'Alger [signés en 2015 à Bamako entre le Mali et la Coordination des mouvements de l'Azawad].

Les accords d'Alger donnent des pouvoirs importants à ces groupes qui ne sont toujours pas désarmés, malgré l'affichage officiel d'un agenda purement politique. Les Maliens sont très attachés à l'unité du pays et à l'intégrité territoriale. Or cela paraît menacé par le statut actuel de Kidal, du fait de l'intervention française et des accords d'Alger.

IBK n'était-il pas l'homme idéal pour Paris, et donc l'homme de la France ?

Pas du tout ! Il n'y a pas de candidat appuyé par la France. La France ne fait que constater les choix opérés par les Africains à travers des élections. Il y a d'ailleurs eu un certain nombre de critiques publiques françaises, notamment de la part de Jean-Yves Le Drian, sur le manque de rapidité dans l'application des accords d'Alger.

On voit bien que le Quai d'Orsay n'était pas pleinement satisfait de la gouvernance d'IBK. Parler d'un soutien de la France est inexact, puisqu'il y avait même un esprit plutôt critique vis-à-vis des autorités maliennes. IBK est certes très francophile, il a fait ses études en France, mais comme beaucoup de Maliens ! Sans Barkhane, les villes du nord-Mali seraient prises d'assaut par les jihadistes. Les Français sont accusés de ne pas avoir

réussi à sécuriser le pays malgré les promesses...

Sans Barkhane, la situation se dégraderait, les villes du Mali seraient prises d'assaut par les jihadistes. On a beau rappeler qu'on ne peut pas vaincre une guérilla de ce type, que même les Américains n'ont pas réussi contre les talibans en Afghanistan avec des effectifs beaucoup plus importants, la population ne retient que l'insécurité et les massacres qui se perpétuent.

Les Maliens voient aujourd'hui trois causes à leur insécurité : la question du Nord non réglée, la question des jihadistes avec deux organisations, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GNIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), de plus en plus actifs et envahissants, et les affrontements intercommunautaires dans la région du Centre exploités par les djihadistes, notamment entre les Dogons, les Peuls et les Bambaras.

Or la France n'est pas étrangère à tout ceci : le fait de ne pas avoir désarmé les groupes du Nord a poussé les communautés locales à s'armer. Si la France avait insisté pour neutraliser et désarmer tous les groupes, dès le début, sans distinction, la situation serait sans doute beaucoup plus calme, stable, et sûre.

La France n'a jamais expliqué ce qu'elle avait fait, n'a pas cherché à se justifier, ni à reconnaître des erreurs éventuelles. Tout ceci contribue à une impopularité française. Ce qui

n'excuse pas les débordements et les accusations fallacieuses, comme le soi-disant pillage des ressources minières par l'armée française, ou encore le fait qu'IBK était le valet de la France... Tous ces fantasmes sont malheureusement répandus, et diffusés par des leaders politiques.

On ne sait pas encore qui est le cerveau de ce coup d'État

La classe politique actuelle est-elle en mesure de répondre aux attentes des Maliens ?

Le chef de l'opposition, Soumaila Cissé, enlevé en mars à Tombouctou, est toujours aux mains des jihadistes. Un certain nombre de personnalités dans le mouvement M5 revendiquent le pouvoir. Il y a aussi quelques hommes politiques en dehors du M5, qui ne cautionnaient pas les revendications de ce dernier, à savoir l'interruption du processus démocratique par une démission du président. C'est le cas de l'ancien Premier ministre, Moussa Mara.

Le Mali a de nombreux hommes politiques. Mais, surtout, on ne sait pas encore qui est le cerveau de ce coup d'État. Qui se cache derrière les militaires ? Ils ont annoncé un certain nombre de choses qui auraient pu être écrites dans un certain nombre de capitales démocratiques, à savoir restaurer les services de l'État, remettre la justice au service du peuple,

restaurer la sécurité, la liberté des citoyens, rétablir un État qui fonctionne...

On sent bien que, derrière ces colonels, il y a, me semble-t-il, des personnes bien intentionnées, qui ont vu le pays dériver, la montée des extrémistes qui risquaient de prendre le pouvoir... Et qui ont lancé une sorte de coup d'État préventif pour restaurer la démocratie sur de nouvelles bases. Je n'approuve pas le coup d'État militaire, mais force est de constater que cela se présente de manière plus favorable qu'en 2012.

En Guinée et en Côte d'Ivoire, un regain de tension est observé à l'approche des élections présidentielles. À Abidjan, des manifestations contre un troisième mandat du Président actuel ont fait au moins 5 morts. Ce coup d'État au Mali peut-il être contagieux ?

Je ne crois pas qu'il y aura des effets sur les autres pays de la région. Un coup d'État n'exerce pas d'effet d'attraction. Mais il est vrai aussi que ce risque est bien réel en Guinée, voire en Côte d'Ivoire, mais pour des raisons internes à ces pays.

Par Propos recueillis par Michael Pauron



IBK : pour Mountaga Tall c'est une démission et non un coup d'Etat

Les responsables du mouvement du 5 juin-rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) ont animé, jeudi 20 août 2020, une conférence de presse au siège de la CMAS. Il s'agissait pour eux, de remercier leurs militants pour leur constance qui a permis aux militaires de parachever la démission d'Ibrahim Boubacar Keita.



A l'entame de la Conférence de presse les participants ont entonné l'hymne national pour affirmer leur attachement à l'unité de notre peuple. Le ton de cette rencontre avec les hommes de médias a été donné par Cheick Oumar Sissoko, patron de EMK. Dans ces propos préliminaires, il a rendu hommage à tous ceux ont perdu leur vie lors de la répression sanglante des 10, 11 et 12 juillet 2020. Il a eu une pensée pour le chef de file de l'opposition, l'honorable Soumaïla Cissé. « Vous savez ici à cette même place, je vous ai dit et affirmé que nous voulons, peuple du Mali, c'est écrire une nouvelle page de l'histoire de notre pays. Cette page a commencé à être écrite, sous la direction politique du M5-RFP. Les

militaires du peuple du Mali ont parachevé la vaillante lutte que le peuple a menée pas à pas pour qu'IBK démissionne avec tout son régime. Aujourd'hui, c'est un fait, mais la lutte continue. La lutte continue parce que nous avons besoin de compléter la page de l'histoire de notre pays. Cette page, elle n'est ni plus au moins que le Mali nouveau. Le peuple doit rester debout, le peuple doit rester mobilisé. C'est le destin d'une Afrique prospère qui est en train de se jouer au Mali. Et ce destin c'est la force du combat, le besoin de vous s'assumer, le besoin de construire un mieux-être pour les Maliens, pour nos enfants. Le besoin de capitaliser les potentialités qui existent

dans notre pays », a-t-il souhaité.

Selon Choguel Kokalla Maiga, la crise avait atteint un pic. Les militaires sont intervenus pour éteindre la soif des Maliens. Il a invité les Maliens à sortir en masse, aujourd'hui pour montrer à l'opinion nationale et internationale que le peuple n'attendait que le départ d'IBK pour s'attaquer aux maux qui minent notre pays. Pour lui, tous les maliens doivent s'inscrire dans la volonté de refondation de l'état malien.

Me Mountaga Talla, une figure de proue du mouvement n'a pas manqué de clarifier la position des Maliens dans la gestion de cette crise. « Il est extrêmement important que nous nous attardions un peu sur ce qui s'est passé au Mali et sur ce qui est en cours. Tous les Maliens et toute la communauté internationale ont vu sur les antennes de l'ORTM, l'ancien président de la République, Ibrahim Boubacar Keita présenté sa démission en toute lucidité, en toute conscience, en toute connaissance de cause et en tirant selon lui-même, toutes les conséquences de droit qui peuvent s'y attacher en dissolvant l'Assemblée nationale et le gouvernement. La démission est clairement inscrite dans l'esprit de notre Constitution, elle est possible, elle est permise. Et pourquoi donc certains s'évertuent aujourd'hui à parler de coup d'état ? Où est le coup d'état quand le président en exercice dit clairement : Je démissionne. Alors n'acceptez pas qu'on dise qu'il y a eu un coup d'état. Il y a eu la démission d'IBK en bonne et due forme. Si cela est dit que les tenants de la thèse du coup d'état nous retournent qu'il n'était pas libre, que on l'a forcé et contraint à démissionner ? Je leur dis attention à ce que vous dites. Si vous soutenez que celui qui fait 20 ans dans la haute sphère de l'Etat malien a été amené à démissionner alors qu'il ne voulait pas le faire, cela signifie que le Mali était entre de mauvaises mains et le Mali l'a échappé belle. Parce qu'à ce niveau de responsabilité, on sait ce qu'on doit faire et on sait ce que l'on ne doit pas faire. La personne que nous nous avons vu, était bien portante, il n'était pas maltraité, il n'y avait pas un pistolet sur la tempe. Il a décidé de démissionner et nous sommes dans un



schéma de démission. La Cédéao a fini sa conférence extraordinaire des chefs d'état, ils ont dit qu'il ne reconnaisse pas de légitimité à l'action qui a été parachevée et que le M5 a entrepris depuis des nombreuses semaines », a-t-il précisé.

Mieux, il a affirmé sans détour que, malgré tout le respect qu'il doit à nos Chefs d'Etat, que ce sont les maliens qui confère la légitimité aux autorités du Mali. « Nous ne sommes encore dans une fédération, nous sommes dans une communauté dans laquelle l'indépendance, la souveraineté et la légitimité des Etats est reconnue. C'est aux maliens seuls qu'on doit leur poser cette question. Ils nous disent aussi, il faut libérer le président IBK et le restaurer dans ses fonctions. Restaurer quelqu'un qui a démissionné de ses fonctions, c'est dire à la personne de se dédire. Considérons quand même qu'il a une parole. Enfin ils demandent de le libérer. Pourquoi pas ? Mais ceux qui demandent cela aujourd'hui n'ont-ils pas vu les milliers de maliens affluer à son domicile, pour aller faire quoi ? Il a fallu que les forces de l'ordre s'interposent pour assurer sa sécurité. Demandons que ses droits soient respectés mais qu'on ne demande pas qu'il soit livré à la colère de ceux qui ont subi pendant des nombreuses années. A mon avis, nos chefs d'état doivent intégrer ces données », a-t-il renchéri.

Me Tall a levé tout équivoque sur les sanctions brandies par les chefs d'état de la Cédéao. « Maintenant on nous dit que le Mali est suspendu. Nous sommes dans une communauté, c'est-à-dire dans un rapport donnant-donnant. Chacun donne quelque chose et reçoit en contrepartie quelque chose. Le Mali suspendu signifie quoi ? Que le Mali n'a rien à donner ? Que le Mali n'a rien à prendre ? Mais si c'est le cas, pourquoi a-t-on accepté le Mali dans la communauté ? J'appelle l'attention de nos hautes autorités sur la compassion nécessaire à avoir à l'égard des plus démunis. Dans toute l'histoire de l'humanité, les sanctions et les embargos pénalisent d'abord les plus fragiles, les plus pauvres, les moins nantis. Que l'on ait pitié de ceux qui, chaque jour, sortent

pour aller chercher leur pitance quotidienne. Et qu'on ne se mette pas à aggraver aujourd'hui leur situation. Une délégation est sensée venir au Mali, bienvenue comme d'habitude. Mais encore une fois nous leur demanderont d'écouter nous. Et vous n'avez pas de solution acceptable, croyez-nous le Mali est une veille nation. Le Mali a des valeurs culturelles multiséculaires, nous saurons développer des systèmes de médiation, d'écoute, de compréhension endogènes avec des solutions endogènes acceptables par les maliens », a conclu ses propos. A sa suite, plusieurs responsables du M5-RFP ont pris la parole pour aborder dans le même sens.

■ Ibarhim SANOGO



Chute de son régime : IBK, seul responsable de la situation



Le mardi 18 août 2020 est désormais inscrit dans les annales de l'histoire du Mali ! En effet, ce jour, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, qui se prenait pour Dieu en personne au Mali, a été arrêté et démis de ses fonctions de président de la République après qu'il ait dissout le gouvernement et l'Assemblée Nationale. Ainsi, comme il l'a dit lui-même, « à chaque moment, sa vérité » ! Mais au fait, qui d'autre, en dehors de IBK lui-même faudrait-il accuser ? En effet, pour ce qui concerne les causes ayant abouti à cette situation, la faute incombe en grande partie au président déchu lui-même. Il faut remonter aux élections présidentielles de 2018 émaillées de toutes sortes de tripatouillages à l'issue desquelles IBK est élu pour un second mandat pour situer le début de la crise. Une élection contestée nous ayant conduit le Mali à une crise postélectorale très profonde, d'où est partie la crise qui vient de prendre fin avec la chute du régime. Dès lors, IBK avait toutes les cartes en main pour amener toute la classe politique à se fédérer autour du Mali,

son principal opposant, Soumaila Cissé ayant finalement accepté de prendre sa main tendue !

En effet, l'occasion était bonne pour continuer avec le processus de la réconciliation de la classe politique entamée et consacrée avec quatre rencontres entre IBK et Soumaila Cissé, à l'issue desquelles une feuille de route avait été adoptée. Mais à la surprise générale de tous, IBK va dribbler l'opposition en désignant Boubou Cissé comme Premier ministre au mépris des engagements souscrits lors des pourparlers avec Soumaila Cissé. L'élan amorcé sera aussitôt cassé avec la décision de Soumaila Cissé et bon nombre de ses compagnons de l'opposition de décliner l'offre politique faite par Boubou Cissé à travers ce qu'il a appelé Accord Politique de Gouvernance.

Depuis, le fossé n'a cessé de s'élargir entre IBK et les maliens. Il a toujours cru naïvement que l'opposition ne représentait pas une large majorité du peuple malien. Et depuis, il n'a cessé de croire en cela, pataugeant entre dribble et jonglage avec ses opposants jusqu'à

l'éclatement de la nouvelle crise portée par le M5-RFP. Là également, il avait toutes les cartes en main pour apaiser la situation. Malheureusement, avec toujours les mêmes erreurs d'appréciation, et encouragé par des courtisans et autres situationnistes en quête d'opportunités, il a laissé la situation pourrir, fermant toutes les portes du dialogue avec le M5.

Autres erreurs d'appréciation, le fait de croire que c'était à la CEDEAO de venir régler le problème du Mali à la place des maliens et qu'il n'était pas possible qu'il y ait de coup d'Etat au Mali avec la présence des forces étrangères sur notre sol, notamment Barkhane et MINUSMA ! La suite est connue, et depuis deux nuits, il dort là où il ne devrait pas, s'il avait su écouter son peuple !

Conséquences

Les conséquences immédiates, ce sont d'abord la suspension du Mali de toutes les instances africaines et sous régionales, la fermeture des frontières de la CEDEAO, et probablement la suspension de toute aide internationale ! Les conséquences lointaines résident dans la façon dont les militaires vont aborder les choses. Plus tôt on sort de l'inconnue avec la mise en place rapide d'une transition civile, mieux ça sera ! Mais, si d'aventure les militaires devraient vouloir s'incruster au pouvoir, alors bonjour les dégâts ! Il va alors falloir qu'on s'attende non seulement à une crise politique et sociale très aigue, mais aussi à une crise financière qui risque d'affecter très fortement les maliens déjà à bout de souffle. Une crise dans la crise qui risquera alors de voir les maliens se retourner contre ceux qui sont perçus aujourd'hui comme des sauveurs. Un retournement de situation qui pourrait créer une situation amenant les militaires à s'affronter, mais aussi entraîner la chute du Mali aux mains des terroristes qui écument au nord et centre du pays.

Les militaires peuvent éviter un tel scénario en mettant très vite la transition civile annoncée et en retournant dans les casernes. C'est en cela que réside le salut, et pour eux, et pour le Mali !

■ Yama DIALLO

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Marché : Vers une pénurie de gaz butane

En cette période de forte consommation de gaz butane, le Mali ne dispose plus de stock national de sécurité. En effet, suite à la grève des importateurs de gaz butane en 2019, pour non-paiement de leurs dettes nées des prix subventionnés de gaz butane, l'Etat, à travers la Direction générale du Commerce, de la Concurrence et de la Consommation, a imposé, pour 2020, un quota pour chaque importateur dans le cadre d'un cahier des charges.

Force est de constater que ces quotas ont été fixés sans réellement tenir compte de la

consommation de la population malienne des années précédentes et non plus de l'évolution de la consommation actuelle du pays.

Cette hausse de la consommation est due au manque de charbon et du bois causé par la déforestation mais aussi à la mise en place des mesures nationales et internationales de protection de l'environnement. Déjà, en août, le quota attribué à chaque importateur est presque épuisé.

Il n'est plus un secret pour personne que la recharge de la bouteille de gaz butane devient aujourd'hui de plus en plus difficile ; il faudra

faire plusieurs points de distribution pour pouvoir recharger sa bouteille vide.

À chaque fois qu'il a été demandé au revendeur, pourquoi on ne trouve plus aussi facilement de gaz butane, une seule réponse : les importateurs disent que le quota attribué pour 2020 est épuisé et même si le gouvernement leur donne de nouveaux quotas, ils n'ont plus d'argent pour importer du gaz butane.

Parce qu'à ce jour, leurs dettes de 2019 ne sont toujours pas payées malgré la promesse du président de la République et du Premier ministre de régler la dette intérieure 2019, pour aider les entreprises à faire face aux conséquences du COVID-19.

Si rien n'est fait par les autorités avant la fin de ce mois d'août, une nouvelle crise risquerait de s'ajouter aux crises actuelles que connaît notre pays.



Côte d'Ivoire : La militante de la société civile Pulchérie Gbalet placée en détention



Figure du mouvement de la contestation contre la candidature d'Alassane Ouattara à un troisième mandat, la présidente d'Alternative citoyenne ivoirienne (ACI) a été placée sous mandat de dépôt mercredi soir. Selon nos informations, Pulchérie Gbalet est visée par plusieurs accusations : trouble à l'ordre public, appel à l'insurrection, incitation à la révolte, violences et voie de fait, des-

tructions de biens publics et privés. La présidente d'Alternative citoyenne ivoirienne (ACI) a été déférée, mercredi 19 août, devant la 8e chambre d'instruction du parquet, avant d'être placée sous mandat de dépôt à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca) en fin de journée. Trois de ses collaborateurs ont subi le même sort. Figure du mouvement de contestation contre la candidature d'Alassane

Ouattara à un troisième mandat, elle avait été arrêtée dans la nuit du 15 au 16 août en compagnie de deux de ses collaborateurs alors qu'elle se cachait dans un hôtel de la capitale économique ivoirienne. Elle avait été conduite par des hommes encagoulés à Sebroko, l'ancienne base de l'Onuci (la mission des Nations unies) aujourd'hui occupée par plusieurs unités des forces de défense et de sécurité.

Une arrestation jugée arbitraire

Elle a ensuite été transférée dans les locaux de la préfecture de police, où elle a été longuement interrogée, les 17 et 18 août, par le procureur de la République et le préfet de police d'Abidjan, en présence de l'un de ses avocats, Me Lambert Bene. « Son arrestation et son placement sous mandat de dépôt procèdent d'une violation flagrante de la loi, dans la forme comme le fond », juge ce dernier. Pulchérie Gbalet « a lancé un appel à une marche pacifique. À aucun moment, elle n'a invité la population à une marche violente. Le droit de manifester est consacré par la constitution ivoirienne. Procéder à l'arrestation d'un citoyen, de surcroît parce qu'il a usé de ce droit, c'est violer cette Constitution », estime-t-il.

Recensement des sénégalais de la Diaspora : Moïse Sarr s'en félicite et salue une décision « historique »



des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, de procéder, d'ici fin décembre 2020, au recensement de nos compatriotes de la Diaspora. » peut-on lire dans un extrait du communiqué du Conseil des Ministres du 19 août 2020.

« Cette instruction du Chef de l'État permettra, non seulement, à notre pays de disposer, enfin, de statistiques fiables sur sa quinzième région, mais également, de maîtriser la géographie de la mobilité de nos compatriotes à

l'Étranger afin de mieux réorienter et affiner les politiques publiques en faveur de notre vaillante diaspora », précise Moïse Sarr. Moïse Sarr précise aussi que « Ce recensement sera décisif dans la mobilisation de toutes les compétences, de tous les talents de la diaspora à travers un « profilage » (bases de données), efficient pour une meilleure participation de celle-ci aux nombreux efforts de développement de notre pays. »

Le Président de la République, revenant sur le suivi et la gestion des Sénégalais de l'Extérieur, a demandé au Ministre

Mali : Adama Traoré convoqué avec l'Espagne, fin du feuilleton...

Auteur de performances impressionnantes avec Wolverhampton tout au long de la saison écoulée, l'ailier ou latéral droit Adama Traoré (24 ans) était courtisé à la fois par la sélection espagnole, son pays natal, et par celle du Mali, le pays de ses origines. Après avoir laissé planer le suspense, l'ancien Barcelonais va finalement opter pour la Roja... En effet, Traoré figure sur la liste de 24 joueurs dévoilée ce jeudi par le sélectionneur espagnol Luis Enrique pour affronter l'Allemagne et l'Ukraine les 3 et 6 septembre dans

le cadre de la Ligue des nations. S'il prend part à l'un de ces matchs, le natif de L'Hospitalet ne sera définitivement plus éligible avec le Mali, qui avait récemment dépêché la légende Frédéric Kanouté pour tenter de le convaincre. Annoncé tout proche des Aigles fin 2019, Traoré avait finalement été appelé par l'Espagne une première fois en novembre dernier sans toutefois pouvoir honorer sa convocation pour cause de blessure, ce qui avait laissé un peu d'espoir au Mali. Cette fois, rien ne devrait s'opposer à sa pré-

sence et le joueur, qui déclarait en début d'année «si l'Espagne revient, je serai en mesure d'aller m'entraîner avec l'Espagne», ne devrait pas dire non à la Roja. Un dossier donc à oublier pour le Mali... A noter aussi la présence dans cette liste du jeune ailier du FC Barcelone, Ansu Fati, né en Guinée Bissau et appelé pour la première fois en A avec l'Espagne. Dans son cas toutefois, il n'y avait plus guère de doutes...

La liste de l'Espagne :

De Gea, Kepa, Unai Simon – Jesus Navas, Carvajal, Sergio Ramos, Pau Torres, Diego Llorente, Gaya, Reguilon, Eric Garcia – Fabian Ruiz, Thiago, Busquets, Rodri, Mikel Merino, Dani Olmo, Oscar Rodriguez – Rodrigo, Oyarzabal, Adama Traoré, Asensio, Ansu Fati, Ferran Torres.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquerez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrerez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.

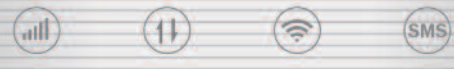
**Promo
Modem 4G**



29 000 FCFA
au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.official

